

(N° 236.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MARS 1923.

Projet de loi

accordant une allocation spéciale aux militaires invalides de la guerre pour la période pendant laquelle ils ont été mis en congé sans solde ou sans allocations militaires (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PECHER.

MESSIEURS,

Le projet qui vous est soumis consacre une mesure de justice à l'égard d'une catégorie intéressante d'invalides de guerre auxquels le bénéfice de la dotation des combattants n'avait pas été assuré par la loi du 25 août 1920 : cette loi accorde une allocation à tous les *militaires* belges de la guerre 1914-1918, allocation fixée à 75 francs par mois de service au front et à 50 francs par mois de service à l'arrière, mais le libellé même de la loi en exclut les invalides placés, à raison de leur inaptitude, en congé sans solde ou sans allocations militaires et qui, continuant à servir le pays en cette qualité nouvelle, se sont rendus utiles de façon diverse, notamment dans les établissements et les usines de munitions. Lacune flagrante, puisque la circonstance déterminante de la mise en congé sans solde ou sans allocations militaires était précisément l'inaptitude survenue par le fait d'événements de guerre et sans laquelle ils n'eussent point interrompu leur service actif à leur poste antérieur. Situation paradoxale, puisque la dotation est par le fait refusée à des invalides de guerre, alors qu'elle est accordée à des militaires qui furent en service à l'arrière ou qui furent internés et à l'égard desquels la dette de reconnaissance de la Nation est assurément moins caractérisée.

(1) Projet de loi, n° 165.

(2) La Commission, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Bovesse, de Burlet, du Bus de Warnaffe, Hubin, Mathieu, Pecher, Pirmez, Theelen, Vandemeulebroucke.

L'allocation de 50 francs prévue par le présent projet est en tout point assimilable à celles qu'octroie la loi du 25 août 1920, en ce qui concerne son caractère d'insaisissabilité, les droits qu'elle confère à son bénéficiaire, sa supputation et sa liquidation.

Elle est conférée dans des conditions qui seront limitativement définies par la loi et que la Commission résume comme suit :

1° Il ne peut s'agir en l'occurrence que d'invalides de guerre qui furent pensionnés par application de l'article 7 de la loi du 23 novembre 1919, c'est-à-dire à raison de blessures provenant d'événements de guerre ou d'accidents éprouvés durant le service et *par le fait du service* et ayant occasionné une invalidité de 10 p. c. au moins.

2° L'invalidité doit avoir pris son origine avant la date de la mise en congé sans solde ou sans allocations militaires.

3° Il ne faut pas qu'il puisse être démontré à l'encontre de la demande en liquidation de l'allocation, que l'intéressé a quitté son service antérieur sans être hors d'état de servir, c'est-à-dire sans être inapte au dit service.

La Commission a été d'avis qu'il convenait d'adopter cette interprétation de l'article 1^{er} et a établi un texte qui précise en ce sens la disposition proposée. Elle écarte ainsi la condition plus restrictive de l'article 4, qui subordonne la liquidation de l'allocation à la circonstance que l'intéressé ait été, au moment de son envoi en congé sans solde ou sans allocations militaires, inapte à tout service, *même auxiliaire*. Pareille rigueur excluerait du bénéfice de la mesure projetée un certain nombre d'invalides qui, frappés d'incapacité par blessure ou accident dû au fait du service, furent envoyés dans les usines de munitions et qui rendirent assurément des services aussi méritoires à la cause des Alliés que s'ils étaient restés attachés à un service auxiliaire. Si l'on objecte qu'ils ont pu dans ces emplois promériter un salaire, il est permis de faire observer que tel fut le cas pour de nombreux internes à qui la dotation n'a pas néanmoins été enlevée pour ce motif.

Il a paru à la Commission que le criterium essentiel était le fait de l'invalidité de guerre proprement dite, c'est-à-dire causée par une blessure ou par un accident dû au service, et *l'incapacité à continuer le service auquel l'intéressé était affecté*, moyennant cette garantie nécessaire et suffisante qu'il soit démontré que l'invalidité ait pris naissance avant l'envoi en congé sans solde ou sans allocations militaires.

C'est en ce sens que l'article 1^{er} a été amendé. Les autres modifications proposées sont de pure forme et se bornent à introduire plus de concision dans le texte soumis à la Chambre.

Un article final attribue au Ministre de la Défense Nationale le droit de trancher tous les points litigieux.

Le projet amendé serait libellé comme il est indiqué au bas du présent exposé.

Tel quel il affecterait la situation d'environ 12,000 bénéficiaires. Tenant compte de ce que chacun a pu se trouver en congé sans solde ou sans allocations militaires pendant vingt-six mois, il comporterait une dépense de 4,500 francs par homme et une charge totale pour le Trésor de 15,600,000 fr.

La Commission estime qu'il convient, au moment où va se terminer la liquidation des sommes attribuées aux combattants en témoignage de la reconnaissance nationale, de rendre hommage à l'Administration du Fonds des Combattants qui a assumé avec dévouement une tâche aussi lourde que délicate et difficile.

Le nombre de formulaires entrés au Fonds des Combattants et introductifs de demandes de paiement a été de 338,600. Les premiers livrets, établis conformément au prescrit de la loi du 10 août 1921, furent distribués en octobre 1921. Le degré d'avancement actuel du travail se marque aux chiffres suivants :

Nombre de livrets envoyés à la Caisse d'Épargne, aux fins de règlement	277,674
Nombre de cas résolus par 0.	30,496
— — provisoirement	9,206
— — — par 0	4,373
	321,749
Total des sommes correspondantes fr.	704,502,891 »

Il est certain que quantité de démobilisés n'ont pas introduit de demande. Leur nombre peut s'évaluer approximativement quand on tient compte de ce que celui des militaires inscrits au contrôle de l'armée pendant la campagne 1914-1918 a été d'environ 375,000 et que le Fonds des Combattants est en possession de 338,600 demandes.

Telle est la situation à ce jour. Elle permet d'espérer que le Fonds des Combattants aura terminé sa tâche vers le milieu de cette année. Il y aura lieu d'ici là de faire connaître par la voie légale le délai à l'expiration duquel tous les bénéficiaires éventuels, faute d'avoir fait valoir leurs droits, seraient forclos.

Il convient de se féliciter de la grande célérité apportée à l'accomplissement de l'œuvre confiée par la loi au Fonds des Combattants. C'est ce que la Commission a tenu à mettre en lumière, tout en recommandant à la Chambre d'adopter ce projet légèrement modifié dans le sens que nous venons d'indiquer.

PROJET AMENDÉ.

ARTICLE PREMIER.

Une allocation complémentaire des allocations attribuées par la loi du 25 août 1920 aux militaires de la guerre 1914-1918 est accordée, pour la période pendant laquelle ils ont été placés en congé sans solde ou sans allocations militaires, aux invalides de guerre admis à la pension

GEWIJZIGD ONTWERP.

EERSTE ARTIKEL.

Eene tegemoetkoming, boven de bij de wet van 25 Augustus 1920 aan de militairen van den oorlog 1914-1918 toegekende tegemoetkomingen, wordt verleend, voor den tijd tijdens denwelken zij met verlof zonder soldij of zonder militaire uitkeeringen waren, aan de oorlogs-

par application de l'article 7 de la loi du 23 novembre 1919.

L'octroi en est subordonné aux conditions suivantes :

1° Que l'invalidité ait eu son origine avant la date de la mise en congé sans solde ou sans allocations militaires ;

2° Qu'il ne puisse être démontré à l'encontre de la demande en liquidation que l'intéressé a quitté son service antérieur sans être inapte à ce service.

ART. 2.

L'allocation susdite est fixée à 50 francs par mois passé en congé sans solde ou sans allocations militaires entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 ; tout mois ayant compté pour le calcul de la dotation du Fonds des Combattants est exclu.

ART. 3.

Elle est assimilée à la dotation des combattants, en ce qui concerne les droits et privilèges reconnus à son bénéficiaire et fait l'objet d'une inscription sur le livret individuel institué par la loi du 10 août 1921.

ART. 4.

A supprimer.

ART. 5.

Toute contestation quant à l'application de la présente loi sera tranchée par le Ministre de la Défense Nationale.

Le Rapporteur,

EDOUARD PECHER.

invaliden gepensionneerd bij toepassing van artikel 7 der wet van 23 November 1919.

De toekenning wordt afhankelijk gesteld van de volgende voorwaarden :

1° Dat de invaliditeit haren oorsprong had vóór den datum van het verlof zonder soldij of zonder militaire uitkeeringen ;

2° Dat niet kan bewezen worden tegen de aanvraag tot vereffening, dat de belanghebbende zijn vroegeren dienst heeft verlaten zonder tot dien dienst ongeschikt zijn.

ART. 2.

Hoogerbedeelde tegemoetkoming wordt bepaald op 50 frank per maand, voor den tijd tusschen 1 Augustus 1914 en 11 November 1918, tijdens denwelken de invalide met verlof zonder soldij was of geen militaire uitkeeringen trok ; elke voor de berekening der dotatie van het Strijdersfonds getelde maand blijft uitgesloten.

ART. 3.

In opzicht van rechten en voorrechten van den belanghebbende, staat deze tegemoetkomig gelijk met de Strijdersdotatie en zij wordt ingeschreven op het individueel boekje ingevoerd bij de wet van 10 Augustus 1921.

ART. 4.

Te doen wegvallen.

ART. 5.

Elke betwisting waartoe de toepassing van deze wet mocht aanleiding geven wordt door den Minister van Landsverdediging beslecht.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

(1)
(N^o 236.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 MAART 1923.

Wetsontwerp

tot verleenig van eene bijzondere tegemoetkoming aan de militaire oorlogsinvaliden voor het tijdperk dat zij in verlof zonder soldij of zonder militair hulpgeld werden gesteld (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PECHER.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp dat u wordt voorgelegd bekrachtigt een maatregel van billijkheid ten aanzien van eene achtenswaardige categorie van oorlogsinvaliden, waaraan het voordeel der strijdersdotatie niet was toegekend door de wet van 25 Augustus 1920 ; deze wet verleent eene tegemoetkoming aan al de Belgische militairen van den oorlog 1914-1918, vastgesteld op 75 frank per maand dienst aan het front, en op 50 frank per maand dienst achter het front, maar door den tekst zelf van de wet zijn daarvan uitgesloten de invaliden, wegens ongeschiktheid in verlof zonder soldij of zonder militair hulpgeld gesteld, en die, als dusdanig hun land op verschillende wijzen zijn blijven dienen in de inrichtingen of fabrieken van munitieaanmaak. Het is eene ongelijkheid, vermits de doorslaande reden voor dewelke zij in verlof zonder soldij of zonder militair hulpgeld werden gesteld juist lag in de ongeschiktheid die hun door de oorlogsfeiten was overkomen, en zonder dewelke zij hun actieven dienst in hun vroegeren post niet zouden onderbroken hebben. Het is een paradoxale toestand, vermits de dotatie aldus geweigerd wordt aan oorlogsinvaliden, terwijl zij toegekend wordt aan de militairen in dienst achter het front, of die geïnterneerd waren, en tegenover dewelke de schuld van dankbaarheid van de Natie voorzeker minder sterk gekenmerkt is.

(1) Wetsontwerp, n^o 165.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Pirmez, bestond uit de heeren Bovesse, de Burllet, du Bus de Warnaffe, Hubin, Mathieu, Pecher, Pirmez, Theelen en Vandemeulebroucke.

De tegemoetkoming van 50 frank, voorzien in deze wet, is in alle deelen gelijk te stellen met deze welke de wet van 25 Augustus 1920 verleent, wat betreft haar karakter van onaantastbaarheid, de rechten die zij verleent aan de belanghebbenden, hare berekening en hare vereffening.

Zij wordt verleend onder voorwaarden die beperkenderwijze door de wet zullen vastgesteld worden en die de Commissie als volgt samenvat :

1° Het geldt hier enkel oorlogsinvaliden die werden gepensionneerd bij toepassing van artikel 7 der wet van 23 November 1919, d. w. z. wegens verwondingen voortkomend uit oorlogsfeiten of ongevallen gedurende den dienst overkomen en *door het feit van den dienst*, en die eene invaliditeit van ten minste 10 t. h. hebben veroorzaakt.

2° De aanvang van de invaliditeit moet vallen vóór den datum dat de militair in verlof zonder soldij of zonder militair hulpgeld werd gesteld.

3° Tegen de aanvraag tot uitkeering van de tegemoetkoming mag niet kunnen ingebracht worden dat de belanghebbende zijn vroegeren dienst verlaten heeft zonder buiten staat te zijn dienst te doen, d. w. z. zonder ongeschikt te zijn voor den dienst.

De Commissie was van meening dat men deze verklaring van artikel 1 diende aan te nemen, en zij heeft een tekst vastgesteld welke in dien zin de voorgestelde bepaling omschrijft. Zij verwerpt aldus de meer beperkende voorwaarde van artikel 4, die de uitkeering van de tegemoetkoming afhankelijk maakt van de omstandigheid dat de belanghebbende op het oogenblik dat hij in verlof zonder soldij of zonder militair hulpgeld werd gesteld, ongeschikt was voor elken dienst, *zelfs elken hulpdienst*. Eene dergelijke strengheid zou buiten het voordeel van den maatregel een zeker getal invaliden suiten, die, getroffen door onbekwaamheid wegens verwonding of ongeval voortkomend uit den dienst, naar de munitiefabrieken werden gezonden en die voorzeker aan de Geallieerden even groote diensten bewezen als wanneer zij aan eenen hulpdienst waren verbonden gebleven. Werpt men daartegen op dat zij in die fabrieken een dagloon konden verdienen, kan men antwoorden dat dit eveneens zoo was voor de talrijke geïnterneerden aan wie de dotatie om die reden toch niet werd onthouden.

De Commissie was van oordeel dat het hoofdcriterium moest zijn het feit der eigenlijk gezegde oorlogsinvaliditeit, veroorzaakt door eene verwonding of door een ongeval door den dienst overkomen, en *de ongeschiktheid den dienst waaraan de belanghebbende was verbonden voort te zetten*, mits de vereischte en voldoende waarborg dat bewezen wordt dat de invaliditeit is begonnen vóór dat de militair in verlof zonder soldij of zonder militair hulpgeld werd gezonden.

In dien zin werd artikel 1 gewijzigd. De andere voorgestelde wijzigingen zijn louter vormelijk, en bepalen zich bij wat meer nauwgezetheid in den tekst aan de Kamer onderworpen.

Een slotartikel kent aan den Minister van Landsverdediging het recht toe over al de betwistbare punten uitspraak te doen.

Het gewijzigd ontwerp zou dus luiden zooals verder is aangegeven.

Zooals het nu is zouden er een 4,200 rechthebbenden door bevoordeeld zijn. Wanneer men berekent dat elk van hen gedurende zes en twintig

maanden zich in verlof zonder soldij of zonder militair hulpgeld heeft kunnen bevinden, zou dit eene uitgave van 1,300 frank per man, en voor de Schatkist eene totale uitgave van 15,600,000 frank vergen.

Op het oogenblik dat de uitkeering van de sommen, toegekend aan de oudstrijders als blijk van 's Lands erkentelijkheid gaat een eind nemen, meent de Commissie dat hulde moet worden gebracht aan het Beheer van het Strijdersfonds dat eene zoo zware, als kiesche en moeilijke taak, met toewijding heeft op zich genomen.

Het aantal formulieren die bij het Strijdersfonds zijn binnengekomen en waarbij uitbetaling werd aangevraagd, bedraagt 338,600. De eerste boekjes opgemaakt overeenkomstig de wet van 10 Augustus 1921, werden in October 1921 besteld. Uit onderstaande cijfers blijkt hoever het werk gevorderd is :

Aantal boekjes aan de Spaarkas gezonden voor regeling . . .	277,674
— gevallen opgelost met O	30,496
— — voorloopig opgelost	9,206
— — — — met O	4,573
	321,749

Totaal der sommen daarmede in verband 704,502,891 frank.

Het staat vast dat tal van gedemobiliseerden geen aanvraag hebben ingediend. Hun getal kan bij benadering worden bepaald wanneer men daarmede rekening houdt dat het getal militairen, op de controlestaten van het leger tijdens den veldtocht 1914-1918 ongeveer 375,000 man bedroeg en dat het Strijdersfonds 338.600 aanvragen ontving.

Dit is de toestand voor het oogenblik. Hij laat verhopend dat het Strijdersfonds met zijn taak rond het midden van dit jaar klaar zal zijn. Maar vooraf zal men, langs den wettelijken weg, den vervalltermijn moeten doen kennen, na denwelken al de eventueele belanghebbenden, die in gebreke bleven hunne titels te doen gelden, van hun recht zouden vervallen zijn.

Men mag zich verheugen over de groote snelheid waarmede het werk van het Strijdersfonds tot een goed einde werd gebracht. Dit heeft de Commissie willen doen uitschijnen met de Kamer te verzoeken het ontwerp goed te keuren mits eene lichte wijziging in den zin dien wij hebben aangeduid.

PROJET AMENDÉ.

ARTICLE PREMIER.

Une allocation complémentaire des allocations attribuées par la loi du 25 août 1920 aux militaires de la guerre 1914-1918 est accordée, pour la période pendant laquelle ils ont été placés en congé sans solde ou sans allocations militaires, aux invalides de guerre admis à la pension

GEWIJZIGD ONTWERP.

EERSTE ARTIKEL.

Eene tegemoetkoming, boven de bij de wet van 25 Augustus 1920 aan de militairen van den oorlog 1914-1918 toegekende tegemoetkomingen, wordt verleend, voor den tijd tijdens denwelken zij met verlof zonder soldij of zonder militaire uitkeeringen waren, aan de oorlogs-

par application de l'article 7 de la loi du 23 novembre 1919.

L'octroi en est subordonné aux conditions suivantes :

1° Que l'invalidité ait eu son origine avant la date de la mise en congé sans solde ou sans allocations militaires ;

2° Qu'il ne puisse être démontré à l'encontre de la demande en liquidation que l'intéressé a quitté son service antérieur sans être inapte à ce service.

ART. 2.

L'allocation susdite est fixée à 50 francs par mois passé en congé sans solde ou sans allocations militaires entre le 1^{er} août 1914 et le 11 novembre 1918 ; tout mois ayant compté pour le calcul de la dotation du Fonds des Combattants est exclu.

ART. 3.

Elle est assimilée à la dotation des combattants, en ce qui concerne les droits et privilèges reconnus à son bénéficiaire et fait l'objet d'une inscription sur le livret individuel institué par la loi du 10 août 1921.

ART. 4.

A supprimer.

ART. 5.

Toute contestation quant à l'application de la présente loi sera tranchée par le Ministre de la Défense Nationale.

De Verslaggever,
ÉDOUARD PECHER.

invaliden gepensionneerd bij toepassing van artikel 7 der wet van 23 November 1919.

De toekenning wordt afhankelijk gesteld van de volgende voorwaarden :

1° Dat de invaliditeit haren oorsprong had vóór den datum van het verlof zonder soldij of zonder militaire uitkeeringen ;

2° Dat niet kan bewezen worden tegen de aanvraag tot vereffening, dat de belanghebbende zijn vroegere dienst heeft verlaten zonder tot dien dienst ongeschikt zijn.

ART. 2.

Hoogerbedoelde tegemoetkoming wordt bepaald op 50 frank per maand, voor den tijd tusschen 1 Augustus 1914 en 11 November 1918, tijdens denwelken de invalide met verlof zonder soldij was of geen militaire uitkeeringen trok ; elke voor de berekening der dotatie van het Strijdersfonds getelde maand blijft uitgesloten.

ART. 3.

In opzicht van rechten en voorrechten van den belanghebbende, staat deze tegemoetkomig gelijk met de Strijdersdotatie en zij wordt ingeschreven op het individueel boekje ingevoerd bij de wet van 10 Augustus 1921.

ART. 4.

Te doen wegvallen.

ART. 5.

Elke betwisting waartoe de toepassing van deze wet mocht aanleiding geven wordt door den Minister van Landsverdediging beslecht.

De Voorzitter,
MAURICE PIRMEZ.